

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 13 décembre 2021

La guirlande des arnaqueurs

Noël approche, mais les politiciens en campagne nous préparent de drôles de cadeaux. Ils s'engueulent dans leur grande famille mais se retrouvent sur le principal.

Le grand festin des prédateurs

Valérie Pécresse a remporté la primaire des Républicains. Une femme pour se rénover, mais pour le programme, c'est le retour au XIX^e siècle. Suppression de 150 000 postes de fonctionnaires, instauration de quotas d'immigration, retraite à 65 ans. Bref, rien de discordant dans le concert anti-ouvrier des Le Pen, Zemmour, Darmanin, Macron et consorts. Tandis que Macron est parti vendre des avions de chasse aux Émirats et fait ami-ami avec le dictateur saoudien. C'est la douche, organisée d'en haut, d'idées tirées du fond des égouts.

Du côté de la gauche institutionnelle, sous un mince vernis d'hypocrisie, c'est une même défense de la police, un même nationalisme économique patronal, et bien peu concernant les préoccupations des classes populaires.

Oui, nous « sommes en guerre », comme dit Macron, mais en guerre sociale

Noël approche et, du côté des travailleurs, on peine à trouver de quoi faire la fête en famille. Nouvelle vague de Covid, nouveau variant faute d'avoir fourni les vaccins au monde entier. Et les pauvres toujours plus pauvres, les riches toujours plus riches. Il y a 309 000 millionnaires de plus en France malgré, ou peut-être grâce au Covid !

Première, deuxième, troisième lignes, la bourgeoisie avoue que tous les travailleurs sont essentiels. Ce qui ne l'empêche pas d'en licencier toujours plus pour surexploiter les autres. Chez Bosch à Rodez, ou à la SAM à Decazeville.

La colère couve. Les hôpitaux craquent de toute part et des soignants manifestent, excédés par l'incurie du pouvoir. La Guadeloupe et la Martinique se sont révoltées contre la misère : police, couvre-feu et lourdes condamnations pour toute réponse... La Kanaky-Nouvelle Calédonie vient de se voir imposer un référendum bidon, dans un contexte de Covid empêchant une large participation des Kanak : près de 60 % d'abstentions. Mais Macron se réjouit. Toute idée d'indépendance ou autonomie est rejetée. Le

nickel, entre autres, restera sous contrôle français. C'est toujours les colonies !

Les richesses s'accumulent en Bourse. Des migrants se noient dans la Manche et la Méditerranée. On accuse les passeurs ? Mais ce sont les États européens qui érigent toujours davantage de barbelés à leurs frontières, permettant aux passeurs de détrousser davantage en augmentant leurs tarifs.

Il faut combattre pour une autre société

Noël approche, et les grands patrons, les actionnaires et leurs valets politiciens croient se prémunir de l'incendie social en cherchant à nous diviser. Mais les immenses richesses qu'ils accumulent sont créées par les travailleurs du monde entier.

Tous ensemble, nous pourrions contester le pouvoir de cette classe d'exploiteurs, et même le confisquer, et l'exercer de façon révolutionnaire à sa place. Pour enfin bâtir une société ouverte et sans frontières, accueillant toutes les cultures, où l'on choisirait démocratiquement ce qui doit être produit, où le travail serait distribué équitablement entre tous. Où les progrès techniques n'auraient plus pour but la guerre et l'asservissement du plus grand nombre, ni comme conséquence la pollution de la nature, mais serviraient à libérer l'humanité de la misère et de l'oppression.

Dès aujourd'hui, nous pouvons imposer au grand patronat, par nos combats, le partage du temps de travail, l'augmentation des salaires, la fin du secret industriel et des brevets, l'ouverture des frontières aux hommes et aux femmes plutôt qu'aux seuls capitaux !

C'est ce programme de lutte pour une autre société que défend notre camarade Philippe Poutou dans sa campagne présidentielle : il est temps d'unir nos forces pour une cause qui en vaille la peine !

Contre ces États européens qui tuent et parquent les migrants dans des prisons-bidonvilles aux frontières de l'Europe :
Manifestons le samedi 18 décembre, en faveur de l'accueil des migrants.

Départ à 15 heures de la place de la Concorde

Touche pas à mes congés !

Pour les congés d'été, la direction veut limiter les autorisations pour les 4 semaines accolées : entre 7 et 10 % des demandes devraient être acceptées. Inadmissible ! Même si cet accord est signé par des syndicats béni-oui-oui, il faudra se mobiliser pour imposer que 100 % des salariés qui le souhaitent aient 4 semaines de congés accolées.

Ce sont nos congés, ne les laissons pas au patron.

En mai ne faisons pas ce qui lui plaît !

La direction veut donner les dates de congés d'été des salariés du week-end pour fin mai. Et puis quoi encore ? Pour réserver on aura droit au tarif fort, et pour s'organiser avec notre conjoint on fait comment ?

On veut des dates fermes en décembre ou janvier comme tout le monde. La direction est bien contente de nous avoir pour sa production du week-end... et maintenant elle voudrait nous filouter.

Les menaces de M^{me} Irma

La direction déclare que « l'activité du site s'annonce très soutenue pour l'année 2022. C'est une excellente nouvelle pour notre site qui garantit sa pérennité ». Elle n'arrive pas à prévoir une semaine de production normale (on a du numéro vert, de la GJP, du samedi annulé, de l'annulation de chômage), mais elle croit prédire l'avenir en 2022... en pleine période Covid et de crise des semi-conducteurs !

Un site pérenne et beaucoup de voitures, pour la direction, ça veut dire : baisse du nombre de CDI, travailler plus avec moins de personnel, salaire bloqué dévoré par l'inflation, plannings qui changent tout le temps, samedis gratuits et postes surchargés...

Un numéro de clown (qu'on ne veut pas payer)

Suite à un manque de moteurs venant de PSA Tremery, le numéro vert a été activé. On travaille pendant les pauses (GJP), on a des séances en H+ travaillées gratuites et obligatoires et après on reste des heures à l'usine sans produire. Nous ça nous repose, mais pas question qu'on perde de l'argent avec du chômage !

Réveillons la direction qui hiberne bien au chaud

Il y a 10 jours, les caristes du Parc à vide (entre le B1 et le A10) ont fait près d'une heure de débrayage. Marre de travailler dans le froid en cars à fourche sans cabine fermée, de ne pas avoir des vestes anti-froid, de galérer dans un atelier plein de poussière toxique, du manque de sanitaires et de salles de restauration... La direction a dû se bouger pour écouter les salariés. C'est un premier avertissement : avant le printemps, préparons la suite si rien ne bouge !

Samedi pas du tout

Samedi 4 décembre, des salariés, notamment de l'Emboutissage se sont mis en grève contre ce samedi travaillé. Comme nos congés, on veut faire ce qu'on

veut de nos week-ends. Stop aux H+ obligatoires et gratuits. Sans nous pas de bagnoles !

Faites ce que je dis, faites pas ce que je fais

En novembre, la direction avoue au minimum 13 cas de Covid sur l'usine, avec un pic de 5^e vague qui arrive. Elle fait remplir des attestations à l'entrée dont elle se fiche, remet en place des tourniquets, fait circuler des navettes pleines à craquer et voudrait se débarrasser des agents de contrôle Europrotect.

Elle impose des mesures sanitaires à géométrie variable... mais toujours en fonction de ses intérêts.

Cocktail explosif à PSA Rennes : H+ et chômage

Au Montage à PSA Rennes, vendredi 3 décembre, une soixantaine de salariés ont débrayé contre les H+ en semaine et les samedis travaillés, obligatoires et gratuits. À Rennes il n'y a qu'une seule équipe de production et la direction fait faire du chômage en rotation : 30 % des effectifs chôment chaque jour. Si la direction veut plus de voitures, elle n'a qu'à remonter une deuxième équipe et recruter du personnel !

Pollution des moteurs : elle est pour qui la pénalité ?

En Juillet dernier la direction de PSA avait décidé de revoir l'accord d'intéressement en précisant qu'il serait suspendu en cas d'amende pour non-respect des seuils de rejet de CO₂. Bon plan, car les menaces de pénalité planent sur le groupe Stellantis.

Avec 6 milliards rien qu'en 6 mois, PSA prendrait n'importe quel prétexte pour ne pas nous verser ce qu'elle nous doit en salaire ou prime d'intéressement.

SAM : Noël dans l'usine, pas d'accord pour crever !

Depuis mardi dernier, l'usine SAM de Viviez (Aveyron) est occupée par les 350 salariés menacés de perdre leur emploi. Jeudi 9 décembre, une manifestation de 2 000 personnes est venue les soutenir, après une autre de 6 000 personnes le 1^{er} décembre.

La décision de liquidation judiciaire a été dictée par les donneurs d'ordre, sous prétexte de « transition énergétique » pour refuser de maintenir leurs commandes. Ça fait des années que Renault et PSA asphyxient leurs sous-traitants en France dans le secteur des fonderies en baissant constamment leurs volumes de commandes et leurs prix d'achat. Une politique qui entraîne des milliers de destructions d'emplois, de fermetures de sites et des régions entières sinistrées par le chômage.

Face aux attaques de Renault et PSA, c'est tous ensemble que nous pourrions inverser le rapport de force.

Merci à tous... Et bonnes fêtes !

La collecte aux drapeaux rouges nous a permis de récolter 165 €. Merci à tous ceux qui ont donné et qui ont témoigné leur sympathie aux bulletins *L'Étincelle*. De quoi en faire encore beaucoup l'année prochaine !